

Une présidente aux intentions très floues

Future (?) présidente de Publifin, Muriel Targnion n'a pas souhaité préciser sa vision de la réforme de l'intercommunale. Si elle en a une...

● **Philippe LERUTH**

Muriel Targnion est une présidente de Publifin « *in spe* » : la bourgmestre de Verviers espère – ou est pressentie pour – occuper la présidence de l'intercommunale, qui revient à une représentante des communes de la province de Liège, après avoir été dévolue à une élue du conseil provincial. Reste à voir si le conseil d'administration de Publifin réunira le quorum nécessaire

pour siéger (cf ci-contre). Et puis le mandat de députée communautaire, jusqu'en mai 2019, pourrait forcer la bourgmestre de Verviers à reporter ses ambitions.

À la veille de sa possible entrée en fonction, nous aurions aimé connaître son projet pour l'intercommunale : elle a refusé tout contact.

« **Fleuron local** »

Sa volonté de la réformer ne transparait pas en tout cas pas de ses déclarations, il y a un an sur le « *fleuron local* » (Publifin) que le « *gouvernement wallon s'entête à casser volontairement* ».

Et sa défense des « *dirigeants de Nethys (seuls ciblés) par le décret wallon* » semblait presque dictée par Stéphane Moreau, le patron de la société. Proximité de... sensibilité politique, on imagine ?

Présidente de Publifin, la Neupréenne Stéphanie De Simone était intervenue vigoureusement en janvier, pour rappeler que le choix d'un centre d'impression des Éditions de l'Avenir relevait du conseil d'administration de l'intercommunale, et pas de celui de notre journal, parce qu'il s'agissait d'une décision stratégique pour cette filiale privée.

Dix mois plus tard, le choix du centre d'impression a été effectué, et un plan social sévère a été annoncé, sans que le conseil d'administration de Publifin, en cours de reconstitution, puisse y mettre le holà.

Le conseil d'administration pourrait parler gel du plan social, voire sortie des Éditions de l'Avenir de Nethys : qu'en pense Muriel Targnion ? On jugera sur pièce... ■

Le quorum sera-t-il atteint ?

Le conseil d'administration de Publifin pourra-t-il se réunir ce vendredi ? Il pourrait en être empêché faute de quorum. À la suite du scrutin provincial d'octobre, quatre des six représentants de l'actionnaire provincial ont en effet disparu, et il n'est pas certain que tous leurs remplaçants aient été désignés. Une éventuelle incapacité du conseil

d'administration, invité par le président du conseil provincial, Jean-Claude Jadot, à se pencher sur la situation aux Éditions de l'Avenir, ne plaiderait pas pour une intercommunale dont l'assemblée générale, ensuite, doit notamment approuver le changement de nom. Afin de tenter de faire oublier le scandale politique que sa gestion a suscité. **Phl. Le.**